

A UN JOURNALISTE

Dans vos commentaires vous tentez de mettre en parallèle les calamités qui se sont abattues sur le peuple congolais depuis l'Indépendance avec le sort qui fut le sien sous le régime colonial.

Voyons les chiffres.

Le 30 juin 1960, la Belgique a légué à la République du Congo plus de 25.000 établissements scolaires, près de 300 hôpitaux et plus de 2.000 autres établissements médicaux et sanitaires, 137.306 km de routes, 5.081 km de chemins de fer et 16.000 km de voies navigables aménagées sur le modèle du Rhin et de ses affluents, une population qui avait crû de 45 % en 35 ans, une économie en accroissement annuel de 10%, une monnaie stable, et un PIB qui permettait de payer aux travailleurs des salaires vingt fois plus élevés qu'actuellement. Tout cela a été réalisé en 75 ans, la durée d'une vie d'homme.

En regard de ce bilan, quelles réalisations pouvez-vous mettre à l'actif des gouvernements congolais successifs et des coopérations bi et multilatérales qui ont coûté des dizaines de milliards, alors que la Colonie ne coûtait rien au monde extérieur, les coloniaux se débrouillant fort bien avec leurs Congolais sans mendier d'aide de quiconque. Ils ne demandaient, en vertu du principe de la séparation des budgets, que le maintien à la disposition de la Colonie des ressources qu'elle avait elle-même produites, ou le retour, aux prix des marchés mondiaux, de la contre-valeur des exportations.

Que nous reprochez-vous dans votre commentaire ?

Le caoutchouc léopoldien ?

On péroré à ce sujet depuis un siècle sans jamais avoir pris la peine de calculer que 3.500 T d'exportations en moyenne, récoltées à raison de 5 kg par quinzaine et par homme, ne pouvaient occuper que quelques dizaines de milliers de récolteurs. Ces hommes adultes valides, h.a.v. pour utiliser le vocabulaire de l'époque, travaillaient dans des conditions beaucoup moins pénibles et dangereuses que celles qui étaient imposées dans les charbonnages par les patrons belges de l'époque à leurs mineurs, enfants compris (1).

Le portage ?

Avant la construction du Chemin de fer Matadi-Léopoldville, 30.000 porteurs de charges de 25 à 35 kg accomplissaient des étapes de 25 km par jour (3) alors que les règlements d'infanterie imposaient 30 kg et 40 km aux régiments de marche en Belgique. Et encore, les porteurs congolais étaient-ils souvent relayés d'étape en étape, tandis que le soldat belge à l'instruction ou en opération était astreint jour après jour à sa performance quotidienne. Il était pourtant mieux loti que les Allemands, qui franchirent 70 km par jour, barda sur le dos, du Reich à la Marne en 1914.

Les corvées ?

La norme pour la construction des routes aurait fait sourire un cantonnier belge ; elle était de un mètre d'avancement par jour et par homme (5). A ce rythme nonchalant, la construction en une cinquantaine d'années du réseau routier a dû surtout requérir la patience et l'obstination de l'administration territoriale, mais n'a dû occuper que 5 à 10.000 hommes en permanence, en général des villageois requis pour élargir, aménager et entretenir la piste qui passait devant chez eux et qui reliait leur village au voisin. Ils pouvaient également être contraints de construire l'école et le dispensaire du lieu, ainsi que le gîte d'étape, et d'établir les cultures destinées à prévenir les disettes et les famines, et, plus tard, à leur assurer le minimum de revenus monétaires indispensable pour les sortir de l'économie de troc et de subsistance au jour le jour.

Faites le total : bien en dessous des cent mille, et certainement très loin des millions de sacrifiés que vous évoquez, se relayant, à raison d'une vingtaine de jours de travail par an pour chacun, dans une population de 10 millions et de 2 millions d'h.a.v. Cet impôt en travail, qui ne pouvait légalement dépasser quarante-cinq jours par an et par h.a.v., (4) mais atteignait rarement les 20 jours précités, était dérisoire par rapport aux 40% des revenus du travail que la Belgique actuelle requiert de ses citoyens par ses prélèvements obligatoires fiscaux et sociaux.



Qu'il y ait eu ou non l'épisode colonial, portage, construction de routes et de chemins de fer auraient été le prix à payer par les Congolais pour sortir de leur isolement et accéder à une inéluctable modernité. En Europe, il fut probablement beaucoup plus important, au cours des vingt siècles de son histoire connue, pour parvenir au stade d'évolution qui fut atteint au Congo en moins d'un seul de ces siècles.

A propos d'une période plus récente, vous évoquez une mortalité anormalement élevée qui aurait compromis les chances de survie de la population durant les périodes d'industrialisation et de guerre, entre 1930 et 1945. Voici les chiffres précis des recensements effectués durant cette période (2) :

1925 : 10.252.515
1935 : 10.381.314
1940 : 10.723.068
1945 : 11.206.034
1950 : 11.932.785

La politique sociale et de santé n'a pas été initiée "d'urgence" par le Gouverneur Général Pierre Ryckmans, quels que soient par ailleurs ses mérites éminents. Déjà, en 1904, la Commission d'Enquête Internationale dépêchée au Congo suite aux accusations anglo-saxonnes, s'émerveillait de la densité de l'équipement hospitalier et sanitaire (6).

En fin de votre commentaire, vous comparez l'action des armées africaines actuelles à celle des "soldats" blancs. Il n'y eut jamais de "soldats" belges au Congo, sauf, sur le tard, aux bases de Kamina et de Kitona, créées dans les années cinquante, et qui relevaient de l'armée métropolitaine et non point de la Force Publique coloniale. Celle-ci ne comptait d'ailleurs qu'une vingtaine de milliers de Congolais commandés par quelques officiers et sous-officiers belges, effectif dix fois moindre par rapport aux forces gouvernementales, rebelles et étrangères qui s'affrontent actuellement au Congo (7). Et, que je sache, la Force Publique de l'époque coloniale maintenait la paix, alors que la soldatesque actuelle sème l'anarchie et met le pays en coupe réglée. Votre comparaison est vraiment indécente.

Vous semblez surestimer les forces que les coloniaux auraient mises en œuvre pour imposer au monde actuel notre modèle de société.

Aucune violence n'a, je sache, contraint les nations des très indépendants Meiji, Gandhi, Mao, Chakri, Saoud, Atatürk, Pahlavi, Muhammad Ali, Kenyatta etc. à réformer leurs économies pour adopter le libéralisme économique de l'Occident, après être sortis, le plus souvent, d'autres modèles traditionnels, autoritaires, communautaristes, collectivistes ou marxistes, ou avoir tenté de les réactualiser.

Les disciplines d'Adam Smith n'ont, que je sache, envoyé aucune expédition militaire pour convertir les Amériques latines tentées par le dirigisme de leurs libérateurs de l'époque. Et, lorsque, après les indépendances, maints pays d'Afrique voulurent retourner vers leurs "authenticités", personne, à ma connaissance, ne les en a empêchés.

Les nations ont, d'elles-mêmes, à la suite ou contre leurs leaders, adopté les idées répandues partout dans le monde par la colonisation européenne. Le libéralisme humanitaire, remodelé par la démocratie, que nous avons aussi inventée, a inspiré les normes de droit et d'éthique qui régissent aujourd'hui les rapports entre les nations. Ceux qui, trop souvent encore, tentent de s'en écarter, au nom d'intégrismes religieux ou nationalistes, d'extrémismes de gauche ou de droite, sont l'objet de réprobations universelles. Les peuples aspirent à se voir régir par nos valeurs lorsque les autoritarismes les en éloignent.

Ils savent bien, sans toujours vouloir le reconnaître, que les sciences, l'éthique et les altruismes nés sur notre petit cap d'Eurasie ont doublé les espérances de vie de ceux qui en bénéficient, triplé ou quadruplé le nombre d'hommes et décuplé les richesses de l'humanité.

Le problème principal, maintenant, consiste à mieux les répartir entre tous.

Et là, vous avez raison : la possession de biens matériels compte moins, de nos jours, - chez nous, qui n'avons plus guère besoin de les accroître, mais pas chez les plus pauvres, qui en implorent un minimum - que les contacts informels qui se tissent entre tous les hommes, en dehors et en dedans du marché, à l'occasion de l'inévitable mondialisation. C'est la grande leçon de solidarité qui nous vient du Sud, et que nous devons apprendre pour lui permettre de nous rejoindre dans la prospérité, mais aussi afin qu'il continue à nous accepter tels que nous sommes, avec notre propre conception de la responsabilité personnelle.